

πCSA AUDIT

**SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 8.000 €**

Inscrite près la Compagnie des Commissaires aux Comptes de la région Ouest-Atlantique

Sébastien SULLAM

Commissaire aux Comptes

FONDS DE DOTATION PALMYRE CONSERVATION

***RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2024***

***SIEGE SOCIAL
6, avenue de Royan
17570 LES MATHES***

CSA AUDIT SARL
14, avenue de Copenhague- 17000 La Rochelle
RCS La Rochelle 488 990 359
Tel 05 46 52 22 29 / Fax 05 46 52 28 18

**FONDS DE DOTATION
PALMYRE CONSERVATION**
6, avenue de Royan
17570 LES MATHES
31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux associés,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de FONDS DE DOTATION PALMYRE CONSERVATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler, sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents adressés à l'associé sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Rochelle,
Le 14 juin 2025

Pour la SARL CSA AUDIT,
Sébastien SULLAM,
Commissaire aux comptes

Sébastien Sullam

BILAN
COMPTE DE RESULTAT

Bilan actif détaillé

	31/12/2024 (12 mois)		31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Euros	%
ACTIF CIRCULANT					
Créances (1)					
Autres	195		195	210	- 7
467411002 - Dons reçus - Via Helloasso	195		195	210	- 7
Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières de placement	10 000		10 000	10 000	
508000000 - DAT	10 000		10 000	10 000	
Disponibilités					
Disponibilités	38 181		38 181	29 631	8 550
512100000 - Crédit Agricole - Compte Courant	37 901		37 901	29 577	8 324
518800000 - Intérêts des DAT à recevoir	15		15	14	1
531000000 - Caisse espèces	265		265	40	225
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	48 376		48 376	39 841	8 535
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	48 376		48 376	39 841	8 535

(1) Dont à moins d'un an (brut) :-

Bilan passif détaillé

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
FONDS PROPRES				
Report à nouveau				
Report à nouveau	39 841	30 795	9 046	29
110000000 - Report à nouveau	39 841	30 795	9 046	29
Excédent ou déficit de l'exercice				
Excédent ou déficit de l'exercice	8 535	9 046	- 511	- 6
Situation nette (sous total)	48 376	39 841	8 535	21
Total Fonds Propres (I)	48 376	39 841	8 535	21
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	48 376	39 841	8 535	21

Compte de résultat détaillé

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	87 865	83 880	3 985	5
740000001 - Dons reçus - en direct	87 670	83 630	4 040	5
740000002 - Dons reçus - Via Helloasso	195	250	- 55	- 22
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	87 865	83 880	3 985	5
CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes (1) (2)	79 611	75 000	4 611	6
622600000 - Honoraires	2 400		2 400	
623800000 - Dons Emis	77 200	75 000	2 200	3
627800000 - Frais bancaires	11		11	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	79 611	75 000	4 611	6
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	8 254	8 880	- 626	- 7
PRODUITS FINANCIERS				
Autres intérêts et produits assimilés	281	166	115	69
764700000 - Intérêts des DAT	281	166	115	69
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	281	166	115	69
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	281	166	115	69
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	8 535	9 046	- 511	- 6
Total des produits (I + III + V)	88 146	84 046	4 100	5
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	79 611	75 000	4 611	6
EXCEDENT	8 535	9 046	- 511	- 6